

## Joli coup diplomatique de la Première dame du Burundi

PANA, 26 octobre 2019 Bujumbura, Burundi - Le Burundi abrite depuis jeudi une première grande conférence internationale, celle des femmes leaders, l'initiative de la Première dame, Denise Bucumi, réussissant ainsi à fissurer l'isolement de son pays sur la scène diplomatique mondiale depuis la crise politique et des droits humains, suite aux élections controversées et marquées de violences de 2015 dans le pays, de l'avis des commentateurs à Bujumbura.

« Est-elle partie pour succéder à son mari ? » qui a déjà annoncé son départ du pouvoir au terme des prochaines élections générales de 2020 ? suppose-t-on dans les milieux de l'opposition à Bujumbura, au sujet de la Première dame dont c'est la seconde conférence successive à Bujumbura ? C'est encore elle qui est rentrée triomphalement des États-Unis, auréolée de trois prix pour ses œuvres caritatives envers les veuves et les orphelins, en marge du 74<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies. Ce qui est par contre évident, de l'avis des mêmes commentateurs, la Première dame du pays se montre de plus en plus entreprenante sur la scène internationale, pour le grand bien d'une diplomatie burundaise en panne. La conférence internationale des femmes leaders à Bujumbura est la première en importance depuis l'annulation de la dernière minute du 20<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernements des 19 pays membres du Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), initialement confié au Burundi, avant son déplacement en Zambie. Officiellement, le retrait du sommet avait été justifié par l'insuffisance des infrastructures à Bujumbura, la capitale économique du Burundi. Le ministre burundais des Affaires étrangères s'était empressé d'envoyer une note de protestation à la COMESA contre une décision « unilatérale et illégale ». Le contexte était marqué par des pressions de la Communauté internationale sur le régime burundais, en tant qu'acteur jugé à l'origine du blocage de la crise politique interne par un dialogue « sincère » avec l'opposition. La conférence internationale des femmes leaders passe pour une « revanche » dans les milieux officiels à Bujumbura, au regard de certains invités de marque qui ont répondu présents. Parmi eux, la Secrétaire générale adjointe des Nations unies pour l'Afrique, Guineenne Bintou Keita. Fin août dernier, elle achevait une visite de travail au Burundi sur une note optimiste, « en l'absence de récurrence dans le type de violence qui a éclaté lors des élections de 2015 » au Burundi, à la grande satisfaction des milieux officiels à Bujumbura. Pour elle, les partenaires et les parties prenantes doivent rallier les efforts du pouvoir burundais dans la consolidation de la paix et la relance du développement socio-économique du pays. Mme Keita revenait dans le pays, dix ans après avoir occupé le poste de chef de mission adjointe au Bureau international des Nations unies au Burundi (BINUB). Néanmoins, les rapports récents de l'Envoyé spécial du Secrétaire général au Burundi, Michel Kafando, tranchent avec les déclarations de Mme Keita, de l'avis des observateurs à Bujumbura. Pour l'ancien président de la transition au Burkina Faso, « la situation au Burundi demeure fragile, en raison notamment de l'absence de dialogue politique inclusif, mais du fait aussi des difficultés humanitaires, économiques et financières et des menaces sécuritaires ». Pendant que se tient à Bujumbura la conférence internationale des femmes leaders, une situation sécuritaire confuse a relancé les peurs d'aggravation de la situation, suite à une attaque armée contre le nord-ouest du pays par un simple « groupe de malfaiteurs », selon la version officielle. D'un autre côté, l'attaque a été revendiquée vertement par l'une des multiples rébellions armées, nées de la crise politique au Burundi : la « RAS pour l'État de droit (RED-Tabara, sauveur), moins d'un an de nouvelles élections législatives qui pourraient être compromises par le regain d'insécurité, de l'avis des analystes à Bujumbura. On rappelle que la Première dame République centrafricaine, Tina Marguerite Touadera, celle du Congo-Brazzaville, Antoinette Sassou-Nguesso, et l'ancienne Première Dame de la Tanzanie, Salma Kikwete, participent à la conférence de Bujumbura.